

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2248

Artikel: Des élections européennes aux élections fédérales : le PLR sur le changement climatique et le PSS sur l'Europe au prix de l'ambiguïté
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020038>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des élections européennes aux élections fédérales

Le PLR sur le changement climatique et le PSS sur l'Europe au prix de l'ambiguïté

Jean-Daniel Delley - 09 juin 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35081>

Les récentes élections européennes n'ont pas confirmé la montée de l'extrême droite et des formations hostiles à l'UE. Certains pays comme l'Italie et la Hongrie font figure d'exceptions, alors que par exemple le Rassemblement national en France, malgré une participation en hausse, a régressé par rapport à ses résultats lors de la précédente consultation de 2014.

Au [Parlement européen](#), l'extrême droite et les nationalistes souverainistes ont gagné 20 sièges – alors que les libéraux centristes et les Verts ont progressé de 66 sièges. A l'évidence, la protection de l'environnement et le projet européen ont mobilisé le corps électoral, ce que confirme la hausse du taux de participation qui, pour la première fois, a dépassé la barre des 50%.

En Suisse, il apparaît que ces deux thèmes vont très probablement influencer fortement les résultats des élections fédérales de cet automne.

[La compilation](#) des résultats des élections cantonales depuis 2015, un indicateur souvent utilisé pour évaluer l'évolution du rapport des forces politiques au niveau fédéral, révèle une forte poussée des Verts et une progression des socialistes et des libéraux-

radicaux. Or un [premier sondage de 2019](#) montre un retournement de tendance en défaveur du PSS et du PLR: contrairement aux attentes suscitées par les élections cantonales, ces deux partis reculent par rapport à leurs résultats lors des élections fédérales de 2015.

Le [dernier sondage](#) confirme la bonne forme des Verts et des Verts libéraux ainsi que le recul du PSS et du PLR. Par contre [le baromètre SSR](#), s'il valide la percée substantielle des Verts et des Verts libéraux ainsi que le repli du PLR, indique une très légère reprise du PSS.

La marge d'erreur auxquels sont exposés les sondages d'opinion ne permet pas de tirer des conclusions définitives dès lors que l'évolution des scores se révèle trop faible. Reste que les formations vertes progressent notablement, alors que le PLR recule et le PSS stagne ou n'enregistre que des gains modestes.

Dans le cadre du baromètre précité, les personnes interrogées placent le changement climatique et les relations avec l'Europe parmi leurs préoccupations principales. Or le PLR peine à convaincre sur le premier dossier, alors que la position du PSS sur le second manque de lisibilité.

Le récent virage environnemental du PLR ne peut faire oublier l'action continue de ce parti privilégiant l'économie au détriment d'une régulation efficace des atteintes à l'environnement: opposition systématique – jusqu'à hier – aux taxes d'incitation, pourtant parfaitement conformes à la *doxa* libérale; affaiblissement de la loi sur le CO₂, ce qui a conduit à son rejet. Sur ce thème, les Verts et les Verts libéraux ont plusieurs longueurs d'avance.

Quant au PSS, pro-européen de longue date, il suscite l'incompréhension de son électorat europhile. Son alignement sur la position des syndicats opposés à l'accord institutionnel, la politique de la chaise vide de ces derniers – refus de discuter avec le Conseil fédéral et les organisations patronales des résultats de la négociation avec l'UE –, tout comme l'exigence de renégocier cet accord avec Bruxelles alors même que cette dernière attend maintenant une décision de la part de la Suisse, n'ouvrent aucune perspective d'avenir.

L'absence d'un plan B de la part de la gauche met cette dernière hors-jeu, condamnée à l'arme référendaire aux côtés de l'UDC. Voilà de quoi troubler les sympathisants socialistes. D'autant plus que

des réformes à l'interne pourraient faire taire les critiques de l'UE à l'égard des mesures de protection des salaires et des conditions de

travail ([DP 2238](#)). Mais sur ce sujet, la gauche est restée silencieuse.

PLR et PSS n'ont pas su sentir le pouls de l'opinion publique. En période électorale, cette absence de perception peut coûter cher.

Pesticides: le lobby agricole choisit la confrontation

Quand l'USP devient la voiture-balai de l'industrie chimique

René Longet - 16 juin 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35102>

La politique agricole a connu une mue majeure au cours des années 1990. Si le soutien public à la production indigène a été confirmé, c'est en soulignant la multifonctionnalité de l'agriculture, inscrite dans la [Constitution](#) en 1996. Et les versements financiers, sous forme de paiements directs, ont été conditionnés notamment à des «*prestations écologiques requises*».

Malgré toutes les affirmations vantant l'exceptionnelle qualité environnementale de la production suisse, l'intensification reste forte, visible notamment à travers l'[importation](#) de nutriments pour le cheptel suisse et une forte dynamique de concentration des exploitations. Ainsi entre 1996 et 2017, un tiers des exploitants ont remis leur entreprise et la taille moyenne des quelque 51'000 subsistantes a augmenté d'autant, passant de 14,4 à 20,6 hectares.

Le récent rapport du Conseil

fédéral [Environnement suisse 2018](#) souligne que «*sur les surfaces agricoles (soit un tiers environ du territoire suisse), la qualité des milieux naturels et la diversité des espèces ont diminué. Cela tient surtout à l'utilisation intensive d'engrais (à base d'azote et de phosphate) et de pesticides, au drainage des zones humides et des petits plans d'eau et à l'endiguement des cours d'eau et des ruisseaux. L'élimination des petites structures telles que des haies ou des murs de pierres sèches a détruit les habitats de nombreuses espèces d'oiseaux et d'insectes*» p. 98).

Au lieu de choisir la qualité, clé de la fidélisation durable du public et des consommateurs dans un environnement compétitif, le monde paysan se réfugie dans l'ambiguïté. Certes, il cultive l'image d'une production d'aliments sains et de proximité, à l'unisson de la nature.

Mais dans la réalité, le lobby agricole est vent debout contre toute nouvelle avancée

environnementale. Ceci à une époque où la diversité agrogénétique, la vie biologique des sols et la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont plus importantes que jamais.

Régulation des produits phytosanitaires, quelle crédibilité?

Dans ce contexte, les deux initiatives populaires antipesticides chimiques, lancées hors de tout appareil politique ou d'ONG, n'ont eu aucune peine à aboutir. Leur titre – pour une fois, est-on tenté de dire – correspond très exactement à leur contenu: «[Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique](#)» pour l'une, «[Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse](#)», pour l'autre. Cette dernière vise également l'importation commerciale de denrées alimentaires pour la production desquelles ont été utilisés des pesticides de synthèse.